

Fernand Fehlen

La transnationalisation de l'espace social luxembourgeois et la réponse des autochtones

Paraîtra dans le livre édité par
Michel Pauly et Serge Kollwelter à l'occasion du
trentième anniversaire de l'ASTI

<i>Un peuple épris du secteur public ?.....</i>	2
<i>Penser l'espace social transnationalisé.....</i>	3
La segmentation du marché du travail	3
Racisme sans races	5
L'espace social	6
Le capital d'ancrage.....	7
L'État futé	9
La glocalisation	11
<i>Le marché de l'emploi « local » est devenu transnational.....</i>	13
Le secteur protégé	14
Appréhender l'emploi par les statistiques	15
<i>Une stratégie couronnée de succès.....</i>	17
Un Top 100 local.....	17
La distribution des salaires.....	18
<i>Conclusion.....</i>	21

Un peuple épris du secteur public ?

« Au Luxembourg, tous secteurs confondus, entre 80 et 90 % des salariés sont des 'étrangers' et 10 à 20 % sont des Luxembourgeois. C'est ahurissant. Ça signifie tout simplement qu'aujourd'hui, le Luxembourgeois est soit fonctionnaire, soit rentier ! Il est grand temps que les choses changent, il en va de l'avenir de notre économie. » Tels sont les propos du président de la *Fédération des industriels du Luxembourg (Fedil)*, qui ont connu d'autant plus de retentissement qu'ils ont été rapportés par un quotidien étranger¹. Les chiffres sont exagérés pour grossir le trait et faire passer le message que le niveau de rémunération des fonctionnaires serait trop élevé. Malgré leurs aspects polémiques, ces propos ont le mérite de pointer un trait essentiel du marché de l'emploi au Luxembourg. La concurrence entre le secteur public et le secteur concurrentiel pour une main-d'œuvre qualifiée en nombre trop faible conduit à maintes situations cocasses : tel ouvrier hautement qualifié d'un abattoir qui deviendra concierge dans une administration communale², les sept titulaires du CATP en boulangerie qui se seraient reconvertis en employés et ouvriers communaux dans la seule commune de Pétange³ ou les 1008 candidats pour 20 places auprès des Ponts & Chaussées⁴. En 1980, on comptait 41% de Luxembourgeois parmi les salariés de l'artisanat, en 2008, ils ne sont plus que 14%⁵.

Ces faits sont bien connus, encore faut-il les expliquer. Les Luxembourgeois seraient-ils *un peuple épris de sécurité*, comme l'a formulé jadis André Heiderscheid⁶ ? Danièle Fonck se fait son disciple en expliquant, dans un éditorial intitulé « Mutations sociologiques », le comportement des Luxembourgeois : « Peuple de paysans pauvres, les Luxembourgeois ont gardé de leurs origines trois principes : 1) mieux vaut rechercher un emploi stable et garanti à vie ; 2) afin qu'ils s'élèvent dans la hiérarchie sociale, il faut aider les enfants autant que faire se peut ; 3) si une possibilité s'offre d'aller vivre en dehors de la ville, ne pas hésiter.⁷ »

Le ton moralisateur de ce discours tend à occulter que la recherche d'un emploi stable, intéressant, pas trop fatigant, bien rémunéré, reconnu comme utile et digne n'a rien de typiquement luxembourgeois. Ce n'est pas un quelconque caractère spécifique, ni une nature profonde inscrite dans leurs gènes qui incite les Luxembourgeois à se comporter de la sorte. Comme tout le monde, ils ne font que saisir les opportunités qui s'offrent à eux. Et celles-ci ont été démultipliées ces dernières années par l'essor que l'économie du pays a connu depuis une trentaine d'années.

¹ DENNEWALD, Robert, L'Etat vit au-dessus de ses moyens, Le Soir, 5 janvier 2010.

² Luxemburger Wort, 5 octobre 2005.

³ Émission télévisée RTL, 2 mars 2005.

⁴ Question parlementaire N° 86 du 3 avril 2006.

⁵ CHAMBRE DES MÉTIERS, Artisanat: Annuaire statistique 2008, Luxembourg 2009, p. 23.

⁶ HEIDERSCHIED, André, Les Luxembourgeois, un peuple épris de sécurité, Luxembourg 1970.

⁷ FONCK, Danièle, Mutations sociologiques, in : tageblatt, 5 mai 2000.

Au début des années 1990, quand l'emploi frontalier commençait à prendre de l'ampleur⁸, nous avons décrit la stratégie des Luxembourgeois, mais aussi des immigrés de longue date, pour faire face à cette concurrence qui consistait à se replier dans un « secteur protégé »⁹. La présente contribution voudrait revenir sur cette hypothèse. Dans un premier temps, elle recevra une assise théorique à travers la définition du concept de « capital d'ancrage ». Comme ce texte s'adresse à un public non-spécialiste, nous allons proposer un cheminement plus didactique que scientifique qui nous mènera de quelques notions sociologiques classiques aux développements récents que la discipline a connus sous l'impulsion de la sociologie de la globalisation. Puis, nous tenterons d'appréhender statistiquement le secteur protégé et enfin, nous décrirons la place des différentes nationalités dans la hiérarchie sociale du Grand-duché.

Penser l'espace social transnationalisé

La segmentation du marché du travail

Pour les économistes néo-classiques le marché du travail est le lieu théorique de rencontre de l'offre et de la demande de travail, l'un des facteurs de production, le lieu où se déterminent le prix du travail, le niveau d'emploi et, par conséquent, le taux de chômage. Cette vue du marché de travail théorique considère les travailleurs comme des individus atomisés, ne s'organisant pas p.ex. en syndicats, et implique la non-intervention de l'État, p.ex. pour fixer des règles minimales à la rémunération, alors qu'en réalité il est difficile de faire abstraction des capacités et facultés divergentes des offreurs de travail et en conséquence de l'utilité que leur employeur peut tirer des services qu'ils consentent à prester. C'est Alfred Marshall qui a relevé en premier avant la fin du 19^e siècle le fait qu'il existe différents groupes sur le marché de l'emploi qui n'entrent pas en concurrence¹⁰. Avec la spécialisation et la différenciation des métiers, le cloisonnement entre différentes populations augmente : pour un poste de médecin il est impossible de recruter un infirmier ou un professeur de philosophie. Les employeurs qui ont investi dans la formation de leurs ouvriers ont un intérêt à les conserver, d'où les colonies ouvrières et autres mesures paternalistes qui apparaissent au début du 20^e siècle. A cette époque, la mobilité journalière des travailleurs étant très restreinte, des marchés régionaux pouvaient d'une part se développer; d'autre part l'écart des salaires et du niveau de chômage entre deux marchés régionaux pouvait induire des migrations.

Ces perspectives ont été affinées au fil du temps, p.ex. par l'approche du « capital humain » qui explique la différence de revenu par l'investissement éducatif que l'individu a dû consentir pour se donner des compétences. Par leurs travaux Doeringer et Piore ont fondé en 1971 la théorie de la segmentation du marché du travail qui explique la concomitance de différents marchés par une concurrence imparfaite. « Dans la forme minimale de segmentation – le dualisme – coexistent ainsi un segment primaire, au sein duquel les salaires sont élevés et la sécurité de l'emploi très grande, et un segment secondaire,

⁸ Projet FRONT, La main-d'œuvre frontalière au Luxembourg. Exploitation des fichiers de la sécurité sociale (Cahiers économiques, n° 84), Luxembourg 1995.

⁹ FEHLEN, Fernand, Grenzüberschreitende räumliche Mobilität als Infragestellung der sozialen Aufwärtsmobilität, in: Cahiers du Centre Universitaire, série ISIS n°3 (1997) p. 41-56.

¹⁰ SCOTT, John/ GORDON, Marshall, Dictionary of Sociology, Oxford 2009, p. 397.

présentant les caractéristiques inversées. Ces secteurs sont relativement étanches, certains travailleurs se trouvant confinés au secteur secondaire, sans parvenir à obtenir un emploi dans le secteur primaire : ces emplois attractifs sont en effet rationnés.¹¹ »

Les *Ethnic Studies* qui se sont développées à partir des années 1960 aux Etats-Unis sous l'impulsion du *Civil Rights Movement* ont constaté que le marché primaire était prioritairement réservé aux descendants des immigrés européens (du nord) et ont fait un lien entre les antagonismes ethniques et les mécanismes économiques¹². À une époque dominée par le conflit entre les blocs capitaliste et communiste où l'orthodoxie marxiste avait encore le vent en poupe, du moins dans les sciences sociales critiques, Edna Bonacich, une des pionnières de cette discipline, se démarque de l'orthodoxie marxiste qui ne jure que par l'opposition entre capitalistes et prolétaires, les premiers manipuleraient les derniers pour les empêcher de défendre leurs intérêts communs en créant des tensions raciales à l'intérieur de la classe des « prolétaires ». Contre ce postulat, Bonacich montre que ce sont au fond les capitalistes qui ont intérêt à donner libre cours à la compétition entre tous les travailleurs pour faire baisser les salaires dans les secteurs bien payés, tandis que les travailleurs bien payés ont intérêt à créer des discriminations pour favoriser et légitimer des ségrégations sur le marché de l'emploi : « Ethnic antagonism is specifically produced by the competition that arises from a price differential.¹³ »

Une segmentation ethnique du marché de l'emploi introduit un nouveau clivage à l'intérieur de la classe laborieuse: « A split labor market produces a three-way conflict between business and the two labor groups, with business seeking to displace higher paid by cheaper labor.¹⁴ » Avec ce modèle, Bonacich peut expliquer le caractère conservateur de la main-d'œuvre ouvrière états-unienne blanche et bien payée sans avoir recours à des explications de types psychologiques comme p.ex. leur prétendu caractère autoritariste.

Il ne faut évidemment pas tomber dans le piège du paradoxe de la poule et de l'œuf : Les divisions du travail et les caractéristiques du marché de l'emploi contribuent à créer des divisions ethniques, mais ils utilisent aussi les différences ethniques préexistantes qu'ils magnifient et tendent à pérenniser.

Dans la littérature anglo-saxonne, le concept d'ethnicité est souvent utilisé comme un euphémisme pour la race et ce flou persiste aussi chez Bonacich quand elle définit les groupes ethniques comme « groups defined socially as sharing a common ancestry in which membership is therefore inherited or ascribed, whether or not members are currently physically or culturally distinct.¹⁵ »

Nous retiendrons l'idée du marché segmenté sans trop insister sur le caractère ethnique de la segmentation qui, comme nous allons le voir dans le prochain alinéa, peut fonctionner sans faire appel à

¹¹ PERROT, Anne, Les nouvelles théories du marché du travail, Paris 1992, p. 21.

¹² Sur l'interprétation des altérités dans la société : SCHNAPPER, Dominique, La relation à l'Autre. Au cœur de la pensée sociologique, Paris 1998, p. 285.

¹³ BONACICH, Edna, A theory of ethnic antagonism. The split labor market, in: American Sociological Review, Vol. 37(5) (1972), p. 547-559. Citation p. 554.

¹⁴ BONACICH, Theory (note 13), p. 547.

¹⁵ BONACICH, Theory (note 13), p. 548. Voir aussi SCHNAPPER, La relation (note 12), p. 285 – 288.

cette différence. Il est d'ailleurs très inhabituel dans le contexte luxembourgeois de parler de différences ethniques, qui sont identifiées, autant dans le discours scientifique que politique, aux groupes nationaux, comme l'illustre une anecdote bien connue et peut-être inventée : Comme réponse à la question, comment il est accueilli au Luxembourg, un frontalier français de Thionville d'origine magrétine répond qu'il n'est plus traité comme sale Arabe, mais comme sale Français, ce qui serait un progrès énorme.

Racisme sans races

Dès nos premières réflexions sur le marché de l'emploi du Luxembourg, nous avons recours à une étude de Norbert Elias et de John L. Scotson qui nous semblait indiquer des pistes fertiles pour l'analyse de la société luxembourgeoise¹⁶. Les deux sociologues essaient de comprendre les relations conflictuelles entre deux groupes d'habitants dans une ville moyenne anglaise, baptisée *Winston Parva*, dans les années 1950¹⁷. Les deux communautés appartiennent au même groupe ethnique, elles ne se différencient pas par « leur race et leur classe » – si l'on veut utiliser ce couple traditionnel de la sociologie états-unienne – car elles appartiennent toutes les deux à la classe ouvrière britannique. La différence entre les deux communautés provient de leur histoire. Les familles du « village » y sont implantées depuis longtemps et ont eu le temps de créer des normes et coutumes qui donnent une cohésion à leur groupe. Celles du « lotissement » viennent d'arriver de différentes régions d'Angleterre et sont peu liées par des relations d'interconnaissance. Les nouveaux venus ne connaissent pas us et coutumes de la communauté en place et en ne les respectant pas, ils sont perçus comme des intrus et des marginaux, comme une menace de l'ordre établi, ce qui fait augmenter encore la cohésion du groupe premier. Les « établis » (established) stigmatisent les « nouveaux venus », devenus ainsi des exclus (« out-sider »), en épinglant chaque faux-pas de l'un d'entre eux, en attribuant à la communauté entière les défauts et les errements des individus, s'imaginant soi-même humainement meilleur que les autres. Ces ragots et commérages constituent une pratique discursive créant une hiérarchisation et produisant ainsi un racisme sans race.

Par leur cohésion, les « anciennes familles » peuvent se réserver les postes clés dans les organisations locales et se créent ainsi des ressources multiples, tant économiques, politiques, relationnelles, symboliques et identitaires. Pour pouvoir interpréter cette ressource comme une sorte de capital social dans le sens de Bourdieu, il faudra d'abord préciser cette notion. Le rapprochement entre les deux, Norbert Elias et Pierre Bourdieu, est d'autant plus légitime qu'il y a une très grande proximité entre eux, notamment dans l'importance qu'ils accordent au caractère relationnel du réel¹⁸.

¹⁶ FEHLEN, Mobilität (note 9). Voir aussi: FEHLEN, Fernand, Sozialstruktur und sozialer Wandel, in: Manuel de l'intervention sociale et éducative au Grand-Duché de Luxembourg, ed. p. Helmut Willems e. a., 2 vol. Luxembourg 2009, p. 129-142.

¹⁷ ELIAS, Norbert/ SCOTSON, John L., The established and the outsiders, London 1965.

¹⁸ La proximité se manifeste notamment dans l'utilisation du concept de l'habitus par les deux et par la notion du champ de Bourdieu qui rejoint sous plus d'un aspect celle de la configuration d'Elias. Voir à ce sujet : HEINICH, Nathalie, La sociologie de Norbert Elias, Paris 2002, p. 91. Voir aussi : BOURDIEU, Pierre, Réponses. Pour une anthropologie réflexive, Paris 1992, p. 69.

L'espace social

Pour Bourdieu « la sociologie se présente comme une topologie sociale »¹⁹. La société ou l'*espace social* – vocable que Bourdieu utilise pour rompre avec les présupposés véhiculés par la langue commune qui ne peut penser la société qu'en opposition avec l'individu – est un ensemble de microcosmes plus ou moins autonomes, les champs.

« En termes analytiques, un champ peut-être défini comme un réseau ou une configuration de relations objectives entre des positions. Ces positions sont définies objectivement dans leur existence et dans les déterminations qu'elles imposent à leurs occupants, agents ou institutions, par leur situation actuelle et potentielle dans la structure de la distribution des différentes espèces de pouvoir (ou capital) dont la possession commande l'accès aux profits spécifiques qui sont en jeu dans le champ et, du même coup, par leurs relations objectives aux autres positions (domination, subordination, homologie etc.).²⁰ »

Dans ce contexte la notion de capital n'est pas purement économique, mais désigne l'ensemble des ressources et pouvoirs dont dispose « l'agent » (terme que Bourdieu préfère à celui d'individu, trop chargé de connotations psychologiques et de références à l'antagonisme société/individu). Voulant définir une économie générale des pratiques, Bourdieu montre que la valeur d'un capital, loin d'être objectivement donnée, est celle que l'ensemble des agents d'un champ spécifique veulent bien lui conférer et c'est justement la reconnaissance de cette valeur qui est une condition d'appartenance au champ et donc à la lutte permanente pour la définition et la redéfinition de sa valeur. Le champ artistique, le champ religieux et le champ économique obéissent à des règles différentes, voire contradictoires. Un élément constitutif des deux premiers étant justement de nier l'importance des valeurs économiques, en érigeant l'art pour l'art ou le dévouement désintéressé au nom d'une récompense dans l'au-delà comme étalon de mesure d'un capital artistique ou religieux.

La façon la plus simple de présenter « les lois générales des champs »²¹ est de passer par la métaphore du jeu : « Les joueurs peuvent jouer pour augmenter ou conserver leur capital, leurs jetons, c'est-à-dire conformément aux règles tacites du jeu et aux nécessités de la reproduction et du jeu et des enjeux; mais ils peuvent aussi travailler à transformer, partiellement ou totalement, les règles immanentes du jeu, à changer par exemple la valeur relative des jetons, le taux de change entre les différentes espèces de capital, par des stratégies visant à discréditer la sous-espèce de capital sur laquelle repose la force de leurs adversaires (par exemple le capital économique) et à valoriser l'espèce de capital dont ils sont particulièrement pourvus (par exemple le capital juridique). Nombre de luttes au sein du champ du pouvoir sont de ce type: celles notamment qui visent à s'emparer d'un pouvoir sur l'Etat, c'est-à-dire sur les ressources économiques et politiques qui permettent à l'Etat d'exercer un pouvoir sur tous les jeux et sur les règles qui les régissent.²²»

¹⁹ CHAMPAGNE, Patrick/Olivier CHRISTIN, Pierre Bourdieu : Mouvements d'une pensée, Paris 2004.

²⁰ BOURDIEU, Réponses (note 18), p. 72.

²¹ Voir le chapitre : Quelques propriétés des champs, dans : BOURDIEU, Pierre, Questions de sociologie, Paris 1980, p. 113-137.

²² BOURDIEU, Réponses (note 18), p. 75.

Dans une société moderne qui se définit justement par une division poussée du travail et par une différenciation toujours plus grande des activités ayant lieu en son sein, les différents champs possèdent une relative autonomie, sans être indépendants les uns des autres. Une certaine homologie des positions à l'intérieur des différents champs peut être constatée et certains capitaux peuvent être transférés d'un champ à un autre. Dans une société marchande, la conversion se fait généralement par le biais de l'argent, mais aussi par les titres scolaires qui par leur démocratisation perdent en valeur, tout en prenant de plus en plus la fonction de sésame incontournable pour l'accès à différents champs d'activité.

Bourdieu ne figeant jamais ses concepts dans des définitions immuables, mais les utilisant comme des outils lors de ses analyses empiriques, tout en les affinant et les retravaillant au gré des terrains empiriques abordés, il n'est pas surprenant de trouver pour un même terme des définitions successives et complémentaires. Il en va de même pour l'espace social et ses dimensions²³. Pour résumer, l'espace social couvre la globalité d'une société donnée, constitue une sorte de méta-champ. Dans le cas des sociétés modernes de l'Europe de l'ouest, l'objet principal des analyses de Pierre Bourdieu, cet espace social est structuré par le capital économique (les ressources économiques que constituent les patrimoines et les revenus), le capital culturel (les ressources culturelles matérialisées par des diplômes, mais aussi par la possession de biens culturels tangibles et moins tangibles comme les « bonnes manières » et des comportements « cultivés »), le capital social (les ressources sociales que procurent les réseaux familiaux et amicaux) — et le capital symbolique sur lequel nous allons revenir plus loin.

Le capital d'ancrage

Les mécanismes d'exclusion dégagés par l'analyse d'Elias et Scotson peuvent s'inscrire dans le cadre théorique de l'espace social. C'est ce que fait d'ailleurs Nathalie Heinich qui présente la ressource d'ancrage ainsi que le pouvoir de stigmatisation qui en découle comme une sorte spécifique de capital social au sens de Bourdieu :

« Le travail sur l'ancienneté comme facteur d'excellence permet de donner toute sa place au rôle de l'imaginaire – et non plus seulement du réel – dans les processus de discrimination. Le **capital d'ancienneté des familles** (...) n'est pas visible à l'œil nu, ni même symbolisable par des objets comme le mobilier, les vêtements ou les bijoux pour le capital économique ou comme les diplômes ou les livres pour le capital culturel. Comme toutes les formes de « capital social » (pour reprendre la terminologie proposée par Pierre Bourdieu), il se manifeste par des comportements, tels que les pratiques mondaines, la fréquentation de certaines personnes et certains lieux ; mais surtout, il passe par des élaborations fantasmatiques, des images de son propre groupe, de ses ancêtres, de l'idéal collectif qui soude les membres d'un réseau de vieilles familles. Ainsi la définition d'une identité collective passe par

²³ D'après la définition la plus abstraite, donnée dans la *Distinction*, l'espace social a trois dimensions : 1) Le volume de capital, donc l'ensemble des ressources et des pouvoirs. 2) La structure du capital c.-à-d. la distribution du capital global entre les différentes espèces de capital. 3) L'évolution dans le temps qui prend en compte la trajectoire passée et la trajectoire potentielle future. (BOURDIEU, Pierre, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris 1979, p. 128.) Même s'il n'est pas mathématisable, cet objet théorique n'a, par sa complexité et son degré d'abstraction, rien à envier à l'espace-temps de la physique moderne.

la construction de repères imaginaires permettant de se différencier d'un autre groupe perçu et constitué comme inférieur.²⁴ »

Heinich a raison d'insister sur la différence entre d'une part le capital économique et culturel s'incarnant dans des objets et d'autre part le capital social – auquel est assimilé le capital d'ancienneté des familles – qui serait plutôt immatériel. Cette opposition n'est cependant pas absolue, mais plutôt graduelle. Le capital social peut, lui-aussi, se matérialiser dans des objets, ce qui est particulièrement vrai pour le capital d'ancienneté qui peut s'exprimer par la possession d'antiquités ou d'autres objets emblématiques renvoyant à l'époque fondatrice réelle ou inventée de la communauté. On peut penser au marché des antiquités en général et au marché luxembourgeois en particulier, où même les ustensiles ordinaires, comme le plus banal des services *Villeroy & Boch*, ou les publications luxembourgeoises, comme les plaquettes anniversaire des plus obscures associations, obtiennent des cotes faramineuses.

Dans son livre sur les classes sociales dans le contexte de la mondialisation, Anne-Catherine Wagner, fait le même lien entre les approches de Bourdieu et Elias, mais propose une interprétation purement localiste du « capital d'autochtonie » : elle le voit comme une « ressource d'enracinement », « un capital conférant une position dominante à ceux qui en sont pourvus dans l'espace local », « conférant une chance d'accès à des positions, des titres, une reconnaissance sociale pour autant que les autorités notamment locales, en reconnaissent la valeur »²⁵. Cette définition du capital d'autochtonie est empruntée à Jean-Noël Retière qui l'utilise pour désigner un capital social spécifique de la classe populaire, cependant en plein déclin. Car dans une société où la mobilité géographique et professionnelle sont la règle, où les lois du marché de l'immobilier détruisent les structures sociales qui se sont développées au cours du temps, la dévaluation de ces ressources locales est inéluctable : Par la « dévalorisation de la stabilité territoriale » « tout un capital de petit peuple intégré subit de plein fouet une obsolescence »²⁶.

Nous ne suivons pas cette interprétation défaitiste, car les mécanismes qu'Elias et Scotson décrivent ne s'appliquent pas seulement à la société locale des petites gens mises à mal par la modernisation, mais à toute situation où des communautés autochtones se défendent contre des nouveaux venus. Cependant comme toute autre ressource, cet ancrage dans un tissu social ne se transforme en capital que s'il est reconnu comme tel par ceux qui ont un pouvoir réel. C'est la dimension symbolique qui s'attache plus ou moins, à toute forme de capital et qui rappelle que le monde social existe non seulement matériellement, mais aussi à travers les représentations sociales. Pour que l'ancrage dans une communauté puisse se transformer en capital, il faut donc qu'il soit reconnu comme critère positif pour l'allocation d'autres biens. Par exemple, l'accès aux segments les mieux rémunérés du marché du travail. Et la suite du texte va justement nous montrer que c'est là tout l'enjeu des débats au sein du

²⁴ HEINICH, Sociologie (note 18), p. 81.

²⁵ WAGNER, Anne-Catherine, Les classes sociales dans la mondialisation, Paris 2007, p. 74.

²⁶ WAGNER, Les classes (note 25), p.75. RÉTIÈRE, Jean-Noël, Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire, in : Politix, 16(63) (2003), p. 121 – 143, parle d'un « marché franc » p. 124.

champ politique luxembourgeois qui, à première vue, semblent bien folkloriques ou anachroniques²⁷. Il s'agit de définir la zone d'efficacité du capital d'autochtonie qui peut être très réduite, comme dans l'exemple évoqué de la culture locale ouvrière, où qui peut – pour le cas de l'État de petite dimension qu'est le Luxembourg – être plus large et converger avec le domaine d'application de lois nationales.

Nous allons cependant éviter l'appellation *capital d'autochtonie* - notion trop réductrice si l'on accepte la définition donnée par *Le Grand Robert* (« Qui est issu du sol même où il habite, qui est censé n'y être pas venu par immigration. Aborigène, indigène, naturel, originaire ») – parce qu'elle ne peut s'appliquer à la société ouverte du Luxembourg qui a su intégrer bon nombre d'immigrés, même s'ils n'ont pas tous pris la nationalité. La notion de *capital d'ancienneté*, utilisée par Nathalie Heinich, véhicule bien cette idée, mais nous lui préférons *capital d'ancrage*, parce que l'ancienneté possède la connotation d'un automatisme qui n'existe pas dans la société luxembourgeoise, surtout à cause de sa petite taille. On peut, en effet, vivre au Luxembourg sans prendre vraiment racine, sans participer à la « culture nationale », sans apprendre la langue nationale. Mais au Luxembourg ce n'est seulement cette dernière, mais aussi un multilinguisme spécifique qui définit le capital linguistique, une des composantes essentielles du capital d'ancrage²⁸.

Mais quel est le rayon d'action ou le domaine d'application de ce capital spécifique ? Pour le dire autrement, l'espace social luxembourgeois est-il coextensif au territoire national ?

L'État futé

Depuis le début de sa création comme État moderne par le congrès de Vienne en 1815, le Luxembourg a longtemps connu des souverainetés floues et un sentiment national incertain qui ne s'est constitué définitivement que sous la menace annexionniste de l'Allemagne nazie à la fin des années 1930. Mais à ce moment-là, la souveraineté monétaire et économique s'était déjà diluée dans l'*Union économique belgo-luxembourgeoise*, tandis que l'autonomie culturelle et linguistique ne s'était pas encore vraiment constituée, ses élites concevant le Luxembourg comme État francophone. L'histoire du Luxembourg préfigure ainsi la souveraineté éclatée à niveaux multiples qui devient aujourd'hui, à travers la mondialisation, également une réalité pour les grands États²⁹.

²⁷ Voir au sujet de la discussion autour du remplacement du drapeau national: FEHLEN, Fernand, Streit um den Roten Löwen. Diskurse über das nationale Selbstbild Luxemburgs im Spannungsfeld von Modernisierung und Rückwärtsgewandtheit, in: Periphere Zentren oder zentrale Peripherien?, éd. p. Wilhelm AMANN/ Georg MEIN/ Rolf PARR, Heidelberg 2008, p. 61-87.

²⁸ FEHLEN, Fernand, BaleineBis. Une enquête sur un marché linguistique multilingue en profonde mutation (Cahier RED-SESOP1 12), Luxembourg 2009.

²⁹ La triade « Territoire, Autorité et Droits » constitue la grille d'analyse que Saskia Sassen met en œuvre pour analyser la dialectique entre globalisation et souveraineté nationale. SASSEN, Saskia, Territory, Authority, Rights. From Medieval to Global Assemblages, Princeton 2008.

La globalisation ou mondialisation³⁰ ne se limite pas au niveau économique, donc à l'échange de biens et de services, elle a aussi conquis le niveau culturel, politique et social. Mais tandis que les marchés, surtout le marché financier, sont globalisés et que les problèmes écologiques (l'épuisement de certaines ressources naturelles et la pollution) ne peuvent être résolus qu'au niveau planétaire, la politique (surtout la politique sociale) se fait toujours principalement au niveau national et la communauté humaine pâtit à trouver une gouvernance à la hauteur des problèmes écologiques et humains que posent la paupérisation et l'état de famine de populations de plus en plus nombreuses. Dans ce contexte, le rôle de l'Etat-nation se trouve réduit par la globalisation, d'une part parce que la sphère politique perd du pouvoir en faveur de la sphère économique, la soi-disant « logique du marché » à laquelle tout devrait se plier; d'autre part parce que les États délèguent une partie de leur souveraineté vers le haut et vers le bas, vers des regroupements d'Etats, comme l'Union Européenne, ou vers des sous-divisions, des régions avec plus ou moins d'autonomie administrative. La Grande-Région (SAAR-LOR-LUX) est un avatar de cette nouvelle régionalisation transnationale. État de petite dimension, le Luxembourg a su jouer de sa souveraineté pour créer des niches réglementaires, légales et fiscales qui sont à la base du développement de la place financière et de l'essor économique qui s'en est suivi et qui est sans commune mesure avec les ressources du pays, tant naturelles que démographiques.

Malgré cet éclatement de la souveraineté les Etats gardent un certain pouvoir de négociation. Pour le souligner l'anthropologue indienne Shalini Randeria parle de *cunning state*, ce qui pourrait se traduire par « État futé », mais aussi « État roublard », si on veut insister sur la double connotation, positive et péjorative, du mot anglais :

«Despite scattered sovereignties in the new architecture of global governance, the state remains a central albeit contested terrain. Its pivotal role in selectively transposing conditionalities, law and policies into the national arena as well as its strategies to avoid accountability are foregrounded against the attempts by civil society actors to use national and international legal platforms to enforce compliance with environmental and human rights standards.³¹ »

Shalini Randeria a développé cette thèse pour le contexte très différent de l'Inde. Au Luxembourg, ce ne sont certes pas les standards écologiques et les droits de l'Homme, évoqués dans la citation, que l'Etat luxembourgeois va subvertir, mais c'est au niveau de la réglementation des marchés financiers, notamment en ce qui concerne le secret bancaire, qu'il essayera de ruser.

La première place qu'occupe le Luxembourg dans le classement mondial selon le PIB par habitant, peut justifier de l'appeler un État futé et ceci non pas malgré sa petite taille, mais bien grâce à elle, parce qu'elle lui permet de monnayer sa souveraineté. Comme celle-ci se réduit comme peau de chagrin dans le processus de globalisation, l'État futé doit l'affirmer, la magnifier, voire entretenir l'illusion de sa persistance. D'où la coalition improbable entre les élites modernistes du pays et les forces patriotiques

³⁰ Nous employons les deux mots comme synonymes et ne suivrons pas les auteurs qui veulent réserver la globalisation aux aspects économiques et parlent de mondialisation pour désigner des aspects culturels ou sociaux.

³¹ RANDERIA Shalini, *Glocalization of Law: Environmental Justice, World Bank, NGOs and the Cunning State in India*, in: *Current Sociology*, Vol. 51, n° 3-4(2003), p. 305-328.

conservatrices qui se manifestent dans les campagnes du *national branding* où les symboles d'un âge d'or imaginaire du Luxembourg font bon ménage avec un discours néolibéral modéré, mâtiné par une bonne dose de néocorporatisme³². Le CSV est le fer de lance politique de cette alliance, dont la base matérielle est constituée par le système de redistribution des profits du monnayage de la souveraineté qui, même s'il est assez démocratique, privilégie quand-même les « vieilles familles ».

La redistribution se fait par des transferts sociaux, mais en privilégiant les retraités, parmi lesquels les nouveaux venus sont par définition peu nombreux, et les fonctionnaires et autres salariés du service public parmi lesquels, comme nous allons le voir, le capital d'ancrage est très élevé. Une autre voie par laquelle s'opère le transfert des richesses générées par les rémunérations élevées des expatriés et autres employés du secteur globalisé est le marché de l'immobilier. Les loyers élevés profitent aux propriétaires. Or, la possession d'un patrimoine foncier générateur de revenus de loyers va en règle générale de pair avec un capital d'ancrage élevé.

Ceux qui ne sont pas propriétaires de leur logement subissent la pression et traversent quelques fois la frontière pour trouver un logement abordable. Ils émigrent, sans être vraiment conscients de toutes les conséquences, p.ex. juridiques que cela entraîne ou sans vouloir les assumer. La plupart continuent à scolariser leurs enfants au Luxembourg. En mars 2008, les statistiques de l'IGSS dénombraient 2 800, soit 3% des salariés luxembourgeois habitant dans les pays limitrophes. Ce chiffre est largement sous-estimé, car bon nombre de ces nouveaux émigrés continuent à indiquer une adresse de résidence au Grand-duché afin de bénéficier de certains avantages (p.ex. de la taxe d'immatriculation).

La glocalisation

La globalisation lance un défi à la sociologie qui s'est développée comme discipline autonome au début du 20^e siècle dans un cadre national pour expliquer une société implicitement pensée par elle comme nationale. Ulrich Beck appelle à dépasser ce « nationalisme méthodologique » incarné dans la « théorie de la société conteneur » (« Container-Theorie der Gesellschaft »), selon laquelle les Etats sont pensés comme des conteneurs empilés les uns sur les autres avec, comme parois étanches, des frontières bien définies, sinon infranchissables, du moins bien gardées et contrôlées ; chaque État étant identifié à une nation, à un peuple unique avec une culture et une langue unique³³. On ne peut que souscrire à cette critique, cependant il ne faut pas aller trop loin et diluer le lien social dans l'individualisation et sacrifier avec la société nationale le concept même du social. C'est ce que l'on a reproché à Beck et à d'autres : « In Beck's cosmopolitanism, as in Luhmann's world society, communication technologies become key.

³² Le vrai discours radical se trouve chez des jeunes loups de l'entrepreneuriat qui proposent l'abolition de l'indexation des salaires et qui veulent même inscrire dans la constitution le plafonnement des prélèvements fiscaux. Voir p.ex. : SCHANK, Tommy, L'histoire du Luxembourg en haute mer, Lëtzebuurger Land 8 juin 2007, p.23-24.

³³ BECK, Ulrich, Was ist Globalisierung?, Frankfurt a.M. 1998, p. 50. Voir aussi : TAYLOR, Peter, The state as container: Territoriality in the modern world system, in: Progress in Human Geography, 18(2) (1994), p. 151-62.

Global media flows and consumerism lead to a new form of consciousness. Social relations and social positioning fall out of the analysis; the individual and the global intersect.³⁴ »

Pour rendre compte du fait que la globalisation se réalise dans les réalités locales et que les différents niveaux interagissent, Roland Robertson a forgé le concept de la «glocalisation», une globalisation qui s'adapte aux réalités locales au lieu de les ignorer ou de les écraser³⁵. Zygmunt Bauman reprend ce concept, mais lui donne une interprétation pessimiste³⁶. Pour lui le global et le local sont certes indissociables, comme les deux côtés d'une médaille, la communauté humaine étant partagée en deux fractions vivant chacun de son côté : « La glocalisation, c'est la globalisation pour les uns et la localisation pour les autres ». Ceux qui peuvent participer à la globalisation cumulent tous les privilèges, la richesse, le pouvoir et la liberté ; pour les autres, restent la pauvreté, l'impuissance et les contraintes. Les marges de manœuvre des premiers prennent des dimensions planétaires, tandis que l'espace des possibles des seconds est réduit. Selon Bauman, l'écart entre le monde vécu (Lebenswelt) des privilégiés et celui des masses n'a jamais été aussi grand. La dialectique entre périphérie sous-développée et centre industrialisé qui avait caractérisé le développement mondial au fil du vingtième siècle et conduit à l'émergence du Tiers-Monde, a perdu sa dimension géographique. Centre et périphérie se côtoient maintenant et dans la forme extrême des *gated communities*, ces quartiers résidentiels fermés constituant une privatisation de l'espace public, les gagnants et perdants de la globalisation se côtoient, séparés par de simples grillages et toutes les mesures de sécurité qui les accompagnent.

Comme le Luxembourg fait globalement partie des gagnants de la globalisation et comme la redistribution par les transferts sociaux fonctionne assez bien, nous serons plus enclins de suivre l'interprétation plus optimiste de Robertson, tout en conservant l'idée de Bauman de deux « communautés » développant leurs propres repères. Ainsi l'opposition entre « local » et « global » peut être considérée comme un des principaux facteurs structurant l'espace social éclaté du Luxembourg.

Sous les coups de la mondialisation et de la modernité, la vie sociale semble de plus en plus se résumer à des interactions diluées dans des flux permanents. Les modèles explicatifs traditionnels, comme la « société des sociologues »³⁷ et la grande narration de l'histoire nationale ne suffisent plus pour expliquer la réalité sociale. La question de savoir qui fait partie de la société luxembourgeoise n'a plus grand sens, parce qu'il ne faut pas nécessairement y vivre pour participer à la vie civique du pays, tout comme on peut y résider et se croire de passage temporaire. La sociologie répond à ce défi en découplant l'espace social et l'espace géographique³⁸. Le cas de figure de l'appartenance simultanée

³⁴ LEVITT, Peggy/ GLICK SCHILLER, Nina, Conceptualizing Simultaneity: A Transnational Social Field Perspective on Society, in: International Migration Review 38(2004), p.1002-1039, citation p. 1008.

³⁵ ROBERTSON, Roland, Glocalization: Time-space and homogeneity-heterogeneity, in: Global modernities, éd. p. Mike FEATHERSTONE / Scott LASH / Roland ROBERTSON, London 1995, p. 25-44.

³⁶ BAUMAN Zygmunt, On Glocalization: Or Globalization for Some, Localization for Some Others, in: Thesis Eleven, 1(1998), p. 37-49.

³⁷ Cf DUBET, François, Le travail des sociétés, Paris 2009.

³⁸ WEISS, Anja, The Transnationalization of Social Inequality. Conceptualizing Social Positions on a World Scale, in: Current Sociology 53(4) (2005), p. 707- 728. LEVITT/ GLICK SCHILLER, Conceptualizing (note 34).

d'un individu à différents espaces sociaux qui ne sont pas nécessairement nationaux, pose la question du transfert des différents capitaux entre ces espaces. Un capital économique acquis dans un espace est facilement transférable dans un autre, mais déjà pour le capital culturel, ceci est moins évident et pour le capital d'ancrage, cela semble impossible. C'est Claudia Hartmann qui la première a essayé d'appliquer cette approche au Luxembourg dans le cadre de l'ambitieux projet de recherche MIGRAPOL³⁹.

Dans la section suivante, nous proposerons une mise en œuvre du modèle plus modeste, car limitée à un des champs qui composent l'espace social : le marché de l'emploi. À l'intérieur de celui-ci, nous essayerons de cerner la notion du marché protégé avant d'aborder dans la dernière partie l'efficacité de la stratégie de repli au sein de celui-ci.

Le marché de l'emploi « local » est devenu transnational

Au niveau politique, le « local » correspond au niveau national, tandis qu'au niveau du marché de l'emploi le « local » est devenu transnational. En effet, le Luxembourg se retrouve au centre d'un vaste bassin d'emploi qui s'étend bien au-delà des frontières du container national⁴⁰ et, sans toutefois devenir une *ville mondiale*⁴¹, sa capitale participe avec sa place financière, ses quelques sièges d'entreprises transnationales et ses institutions de la gouvernance transnationale au tissu économique globalisé. D'après des études de l'unité GEODE du CEPS, près de la moitié des emplois de la capitale feraient partie de l'emploi métropolitain⁴². Parmi celui-ci, on peut distinguer deux groupes distincts : les cadres des entreprises transnationales, surtout dans le domaine de la finance, et les fonctionnaires des différentes institutions européennes⁴³. Tous les deux forment une immigration dorée dont les membres se pensent plutôt en « expatriés » qu'en immigrés. Ils ont pris une identité « internationale » et constituent une « sorte d'avant-garde de la mondialisation et de l'homogénéisation des cultures nationales »⁴⁴. Même s'ils sont moins nombreux au Luxembourg que dans d'autres pays, leur proportion dans la population est plus grande et leur incidence sur la vie économique et culturelle plus forte. Ils contribuent à donner un caractère international au Luxembourg et surtout à sa capitale qui est devenue une métropole beaucoup plus cosmopolite que d'autres villes européennes de même taille.

³⁹ Ce projet FNR est domicilié au CEPS. Voir par exemple : HARTMANN-HIRSCH, Claudia, Les immigrés hautement qualifiés : le cas du Luxembourg, in : Migrations et Sociétés 20 (117-118) (2008), p. 25-41.

⁴⁰ Évidemment à l'échelle du Luxembourg, car un peu plus de 90% des travailleurs frontaliers habitent à l'intérieur d'une ceinture de quelques 45 km autour des frontières du Grand-Duché.

⁴¹ Telle que Sassen la définit dans : SASSEN Saskia, The Global City, Princeton 1991.

⁴² 46% pour 2005 d'après une étude du CEPS. Cet emploi métropolitain comprend les secteurs d'activité à forte intensité de connaissance, comme les industries manufacturières et les services orientés vers les hautes technologies ; les services aux entreprises, les services financiers, les autres services, les organismes internationaux etc. Voir : SOHN Christophe, Géographie des activités métropolitaines, in : Der Luxembourg Atlas du Luxembourg, éd. p. Patrick BOUSCH e.a., Köln2009, p. 56-59.

⁴³ FEHLEN Fernand, L'immigration dorée, in : Der Luxembourg Atlas du Luxembourg, éd. p. Patrick BOUSCH e.a., Köln2009, p. 170-171.

⁴⁴ WAGNER, Anne-Catherine, Les nouvelles élites de la mondialisation: Une immigration dorée en France, Paris 1998, p. 191.

L'immigration traditionnelle ouvrière connaît aussi une transnationalisation avec un renforcement des diasporas et une ethnisation des emplois⁴⁵. On a observé ces derniers temps au Luxembourg une circulation migratoire accrue dans la communauté portugaise dont le profil et l'origine régionale se diversifient⁴⁶.

Dans la logique de l'opposition entre « global » et « local », on peut définir à côté du marché du travail globalisé un marché « local » qui par son espace de recrutement dépasse les frontières nationales et est devenu ainsi transnational. Ce marché « local » n'est nullement homogène, il constitue un continuum dans lequel les acteurs se positionnent grâce à leurs différentes espèces de capital. Le modèle de la segmentation en marché primaire et secondaire ou la segmentation ethnique en trois marchés proposée par Bonacich constituent des découpages plus ou moins arbitraires dans ce continuum, tout comme le concept du secteur protégé que nous allons développer maintenant.

Le secteur protégé

Nous allons appeler secteur protégé l'ensemble des domaines réservés aux travailleurs ayant un capital d'ancrage élevé. Plus précisément, nous pouvons définir le secteur protégé de façon concentrique : le noyau central est constitué par les postes nécessitant la citoyenneté luxembourgeoise, qui deviennent de moins en moins nombreux depuis l'ouverture de la fonction publique aux ressortissants de l'Union Européenne. La loi du 17 mai 1999 a ouvert les domaines de la santé, des postes et télécommunications, des transports terrestres, de la distribution de l'eau et de l'énergie, de l'enseignement ainsi que de la recherche aux étrangers. Et depuis, ceux qui veulent réserver le secteur public et le statut de fonctionnaire aux seuls nationaux – la CGFP, le syndicat de la Fonction publique, en tête – mènent un combat d'arrière garde contre cette ouverture. Ils ont définitivement perdu, car depuis le 1^{er} janvier 2010 l'ouverture est devenue la norme, et la préférence nationale se limite aux seules fonctions qui participent de façon « directe ou indirecte, à l'exercice de la puissance publique ».

Le deuxième cercle est constitué par les postes du secteur public et paraétatique pour qui sinon la nationalité du moins l'ancrage au Luxembourg est une condition d'accès qui reste souvent implicite. Ici, l'offre et la demande jouent un rôle important en mettant en concurrence les différentes espèces de capital. Les exigences linguistiques plus sévères pour le personnel soignant que pour les médecins sont là pour le montrer⁴⁷.

Le troisième cercle est constitué par le secteur « abrité » de l'économie marchande. Raymond Kirsch avait défini, en 1972, ce secteur protégé de la compétition extérieure comme regroupement de l'artisanat, de la construction et du commerce⁴⁸. La mobilité des consommateurs et des prestataires, notamment celle des artisans, ayant augmenté depuis, ce secteur est aussi de plus en plus concurrencé. Ce qui n'empêche que certaines entreprises jouent la carte « locale » en proposant des produits du

⁴⁵ PRIES, Ludger, Die Transnationalisierung der sozialen Welt. Sozialräume jenseits von Nationalgesellschaften, Frankfurt a. M. 2007.

⁴⁶ HANSEN, Josée, Migraçaõ, um acto de fuga à crise, Lëtzebuerger Land, 13 novembre 2009.

⁴⁷ Voir p. 52 dans: FEHLEN, Fernand, Multilingualismus und Sprachenpolitik, in : Das politische System Luxemburgs, éd. P. Wolfgang LORIG/ Mario HIRSCH, Wiesbaden 2008, p.45-61.

⁴⁸ Voir p. 163 dans: KIRSCH, Raymond, L'inflation au Luxembourg, in : Bulletin du Statec 18(6) (1972), p. 159-172.

terroir ou en promettant un accueil de leurs clients en langue luxembourgeoise. Même certaines entreprises des pays voisins cherchent à se donner un air luxembourgeois avec plus ou moins de bonheur (comme les commerces « luxembourgophones » de Trêves ou la truite belge, à l'image pas très porteuse, qui se transforme par le miracle de la publicité en poisson de la vallée de l'Our, « Ourdaller Forell »).

Pour décrire statistiquement le secteur protégé, il faut d'abord se poser la question : comment appréhender le capital d'ancrage ? Ceci peut se faire à travers des indicateurs objectifs, comme le pays de naissance, l'année d'arrivée pour les immigrés, les diplômes de l'école luxembourgeoise, mais aussi la maîtrise des trois langues du pays. Comme ces variables ne sont pas présentes dans les statistiques du marché du travail, nous proposons une opérationnalisation qui utilise les deux seules variables disponibles, la nationalité et le secteur d'activité. En effet, un rapide coup d'œil sur la distribution des salariés des différents secteurs selon la nationalité montre une forte segmentation avec les deux exemples les plus frappants: les Portugais sont particulièrement surreprésentés dans le secteur de la construction et les Luxembourgeois dans l'administration publique. Mais peut-on faire une estimation chiffrée du secteur protégé tel que nous venons de le définir à partir de ces données et surtout comment décrire son attractivité?

Appréhender l'emploi par les statistiques

En s'inspirant du modèle concentrique présenté plus haut, Isabelle Pigeron-Piroth additionne les différentes composantes du secteur protégé (pour autant que les définitions NACE le permettent) en commençant par le noyau dur : le secteur public composé par tous les fonctionnaires et tous les salariés des employeurs de droit public (l'Etat, les communes, les établissements publics et assimilés, syndicats de communes) – exceptés ceux du secteur de la santé – ,les salariés de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois, de la Société Nationale de Contrôle Technique, ainsi que les salariés des entreprises de production et de distribution de l'énergie⁴⁹.

D'après cette étude, le pourcentage des salariés de nationalité luxembourgeoise travaillant dans ce secteur est passé de 37% en 1995 à 42% en 2008. On peut aussi constater une ouverture : en 1995, 7% des salariés du secteur public étaient de nationalité étrangère, ce taux a presque doublé pour passer à 13% en 2008. La forte hausse des effectifs, notamment dans l'enseignement et la recherche, ainsi que l'assouplissement des conditions de nationalité dans la fonction publique peuvent expliquer cette évolution.

« L'attractivité du secteur public est manifeste également : puisque 14.3% des salariés luxembourgeois qui travaillaient en dehors du secteur public en 1995 y sont occupés en 2008.⁵⁰ » La force d'attraction du secteur public s'exerce particulièrement sur les salariés de l'agriculture, de la construction et de l'HORECA.

Le secteur de la santé et de l'action sociale a été exclu du secteur public, parce que les différentes institutions (hôpitaux, maisons de retraite etc.) qui le composent peuvent être de droit soit public soit privé. C'est un secteur dynamique : pendant la période étudiée, ses effectifs ont été multipliés par 2,3.

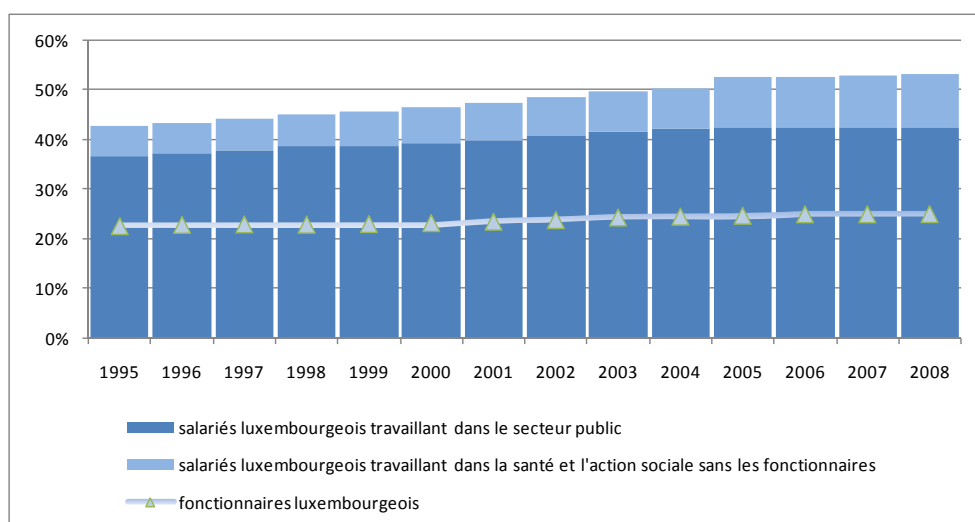
⁴⁹ PIGERON-PIROTH, Isabelle, Le secteur public, in : Economie et Statistiques 34 (2009), p. 6.

⁵⁰ PIGERON-PIROTH, Secteur public (note 49), p. 28.

Le nombre des Luxembourgeois n'a pas pu suivre cette augmentation. Leur proportion y a diminué (passant de 53% à 47%), malgré sa forte attractivité. (Parmi l'ensemble des Luxembourgeois salariés le taux de ceux travaillant dans ce secteur a presque doublé passant de 6% à 11%.)

« Une partie du secteur d'activité intitulé 'Services collectifs, sociaux et personnels' nous a semblé pouvoir s'intégrer dans le secteur 'protégé', compte-tenu des connaissances du Luxembourg et de ses langues qui y sont nécessaires. Il s'agit tout d'abord des activités associatives (notamment les organisations patronales, les syndicats de salariés ou encore les organisations religieuses). S'y ajoutent les activités récréatives, culturelles et sportives.⁵¹ » En ajoutant la santé et l'action sociale, ainsi que les activités associatives et culturelles au secteur public, nous dénombrons, en mars 2008, 54 700 salariés luxembourgeois, soit 55% de la totalité des salariés de nationalité luxembourgeoise. Le graphique 1 illustre l'évolution de ces deux secteurs, mais montre aussi que le taux des fonctionnaires parmi les salariés luxembourgeois a pratiquement stagné.

Graphique 1 : Les salariés de nationalité luxembourgeoise dans le secteur public et celui de la santé et de l'action sociale



Source : Université du Luxembourg, d'après les données IGSS/CCSS.

Champ : salariés luxembourgeois occupés au Luxembourg le 31 mars de chaque année.

Note de lecture : en 2004, 42% des salariés de nationalité luxembourgeoise travaillent dans le secteur public et 8% dans celui de la santé et de l'action sociale (non-compris les fonctionnaires, comptabilisés dans le secteur public). En cette année, 24% des salariés luxembourgeois étaient fonctionnaires.

L'étude quinquennale des offres d'emploi que nous effectuons depuis 1984 montre que c'est justement dans l'administration publique, l'enseignement, la santé et l'action sociale que les demandes de connaissance de la langue luxembourgeoise sont les plus fortes (près de 90% des offres qui ont, en

⁵¹ PIGERON-PIROTH, Secteur public (note 49), p. 26.

2009, des exigences linguistiques explicites le demandent)⁵². Cette étude montre aussi que la maîtrise de la langue luxembourgeoise est souvent souhaitée dans toutes les professions du privé qui ont un contact avec la clientèle et nous rappelle que le secteur protégé dépasse les secteurs du précédent décompte statistique.

Une stratégie couronnée de succès

À défaut de pouvoir analyser l'espace social luxembourgeois dans ses dimensions multiples, nous allons utiliser le modèle simple, voire simpliste, de la stratification sociale unidimensionnelle basée principalement sur les inégalités de richesse, de pouvoir et de prestige. Le sens commun est persuadé que les Luxembourgeois sont sous-représentés en haut et en bas de cette échelle sociale. Guy Kirsch, professeur d'économie politique émérite de l'université de Fribourg, a traduit cette conviction par la métaphore de la société sandwich : les Luxembourgeois formant le « jambon » entre les deux tranches de pain⁵³. Pour vérifier cette hypothèse nous allons présenter trois études statistiques, mais auparavant, jetons un coup d'œil sur le haut de l'échelle sociale.

Un Top 100 local

Paperjam, un mensuel qui s'adresse surtout aux cadres et dirigeants économiques, a publié dans son numéro de janvier 2009 un palmarès appelé le « Top 100 des décideurs économiques les plus influents à Luxembourg »⁵⁴. Il ne s'agit évidemment pas d'un instrument de mesure objectif et la publication de la liste contribue plutôt à créer ce qu'elle prétend seulement décrire. Nonobstant, le palmarès constitue une vue certes indigène, mais quand-même instructive sur un milieu qui privilégie l'entre-soi et fuit la publicité⁵⁵. Excluant les hommes politiques et autres acteurs institutionnels, le palmarès se concentre sur les « entrepreneurs, donc des personnes disposant généralement d'un grand pouvoir décisionnel dans leurs entreprises, mais s'affichant également en tant que créateurs de richesse par leur propre action ».

L'intitulé même de ce « Top 100 » reflète le caractère transnational de l'espace social luxembourgeois. Le magazine ne parle pas des décideurs⁵⁶ les plus importants **du** Luxembourg ou **au** Luxembourg, mais bien des décideurs basés **à** Luxembourg, la ville métropolitaine, mettant par cette formule-même la dimension nationale entre parenthèses.

⁵² Résultats inédits de la sixième vague de cette étude. Voir aussi: FEHLEN, Fernand/PIGERON-PIROTH, Isabelle, Les langues dans les offres de l'emploi du Luxemburger Wort 1984-2004, Luxembourg 2005, <http://www.en.uni.lu/content/download/7992/132525/file/langues%20LW%202004.pdf>.

⁵³ À l'occasion de la « Norbert von Kunitzki Lecture », voir le compte-rendu dans la presse : Le Luxembourg, un « sandwich » immobile, La Voix du Luxembourg, 2 décembre 2006.

⁵⁴ http://www.paperjam.lu/archives/2009/01/1212_Top100_Intro/index.html. Toutes les citations de cette section proviennent de cette source.

⁵⁵ Sur les difficultés d'enquêter en haut de l'échelle sociale : PINÇON, Michel/ PINÇON-CHARLOT Monique, Sociologie de la bourgeoisie, Paris 2003.

⁵⁶ Cinq parmi ces décideurs sont d'ailleurs des femmes.

« Les décideurs influents au Luxembourg sont luxembourgeois, mais aussi français, belges, anglo-saxons... » Une lecture des CV publiés dans *Paperjam* montre qu'environ un cinquième n'ont pas d'ancrage dans la société luxembourgeoise⁵⁷ et parmi les 10 premiers, il n'y a même qu'un seul étranger, à savoir Lakshmi Mittal au 6^e rang. En commentant le choix de faire figurer l'industriel indien, résidant à Londres, dans son classement, la rédaction *Paperjam* fait référence à la transnationalisation des structures de décision – « Evidemment, ArcelorMittal est capable d'avancer même sans la présence physique de son leader. » -- tandis que le concerné montre une allégeance minimale et convenue au Luxembourg : « il apprécie 'l'ouverture d'esprit' et 'la richesse multiculturelle qui fait qu'on s'y sent chez soi' ». D'ailleurs, l'homme le plus influent du Luxembourg, d'après ce classement, serait précisément le représentant « local » d'ArcelorMittal, Michel Wurth, membre du comité de direction, mais également président de la Chambre de Commerce et de l'Union des entreprises luxembourgeoises. Descendant d'une vieille famille, il cumule avec son capital économique et culturel –triple formation universitaire de juriste, de sciences politiques (IEP de Paris) et d'économie politique (London School of Economics) – aussi un solide capital d'ancrage. Dans son commentaire sur ce classement, *Paperjam* insiste d'ailleurs sur l'importance des «grandes» familles dont le poids serait amplifié par la petite taille du pays.

La distribution des salaires

À défaut d'autres éléments chiffrés pour décrire la stratification sociale, nous allons réduire celle-ci à une échelle de revenus. Les trois études statistiques suivantes ont, en effet, en commun d'être établies sur les revenus déclarés auprès d'un enquêteur, à l'occasion d'un sondage pour les deux premières, ou vis-à-vis de la sécurité sociale par l'employeur pour la dernière.⁵⁸

Une étude économétrique réalisée par le CEPS voulant « mesurer le rendement du capital humain »⁵⁹ révèle les déterminants principaux du salaire suivants (dans l'ordre décroissant de leur incidence sur la rémunération) :

- ceux qui ont un contrat à durée indéterminée gagnent plus que les personnes avec CDD ;
- le secteur public rémunère mieux que le privé ;
- le secteur bancaire rémunère mieux que tous les autres secteurs confondus ;
- les mariés gagnent plus que les non-mariés
- les hommes gagnent plus que les femmes ;
- les Luxembourgeois gagnent plus que les non-Luxembourgeois.

Dans cette énumération, on peut voir transparaître ce que nous appelons capital d'ancrage, sans que toutefois la dimension linguistique de celui-ci soit relevée par l'étude. La maîtrise de la langue luxembourgeoise, présente parmi les variables, n'avait pas d'incidence significative sur la rémunération (« The national language, Luxembourgish, has no impact on earnings.⁶⁰ »)

⁵⁷ C'est du moins notre lecture des CV publiés dans *Paperjam*.

⁵⁸ La première et la troisième ne tiennent compte que des seuls revenus d'une activité professionnelle.

⁵⁹ KLEIN, Carlo, La valorisation des compétences linguistiques sur le marché du travail luxembourgeois, in : Cahier PSELL 139 (2003), p. 29.

⁶⁰ KLEIN, Carlo, The Valuation of Plurilingual Competences in an Open European Labour Market, in : International Journal of Multilingualism 4(2007), pp. 262 -281. Citation, p. 278. Dans une autre version de la même étude Klein

Le STATEC propose une étude des classes sociales basée sur la seule hiérarchie des salaires⁶¹ : « La ventilation par nationalité montre que près de 70% des nationaux peuvent être classés parmi les classes moyennes. Quelque 20 % font partie des classes supérieures et seulement environ 11 % des classes inférieures.⁶² » Ils sont particulièrement surreprésentés parmi les classes moyennes supérieures (Ils représentent 70.4% dans cette classe alors qu'ils sont 60.4% dans l'ensemble de la population), les classes moyennes inférieures (65.5%) et les classes supérieures (63.7%), tandis qu'ils sont sous-représentés dans les classes inférieures (35%)⁶³. Cette étude est en accord avec notre hypothèse de la redistribution de la richesse en faveur des nationaux par le biais de la propriété foncière. Si l'on fait abstraction des pensions, les citoyens luxembourgeois faisant partie de la classe supérieure tirent 11% de leurs revenus de la propriété, contre 4% pour les étrangers. Cette différence existe de façon moins prononcée pour les classes moyennes supérieures (7% pour les Luxembourgeois ; 3% pour les étrangers) et va en diminuant pour les deux autres classes⁶⁴.

Nous avons effectué une étude de la distribution des salaires déclarés par les employeurs auprès de l'IGSS⁶⁵. Au lieu de créer des classes par un découpage arbitraire, nous avons préféré utiliser des déciles. Cette étude montre que les salariés de nationalité luxembourgeoise sont surreprésentés en haut de l'échelle salariale (voir graphique 2). Ils constituent près de la moitié (49%) des salariés du décile le mieux rémunéré. Leur sous-représentation est la plus grande dans les 3^e et 4^e déciles (14% et 15%) ; vers le bas de la hiérarchie des salaires leur présence augmente (21% parmi les 10% qui gagnent le moins), mais sans aucune commune mesure avec l'augmentation de leur nombre vers le haut. Une comparaison entre secteurs confirme que le secteur financier est le secteur qui rémunère le mieux et que le secteur public rémunère mieux que les autres secteurs pris dans leur ensemble. La position favorable des Luxembourgeois dans la hiérarchie des salaires s'explique non seulement par leur position hégémonique dans le secteur public, mais aussi par leur bonne représentation dans les hauts salaires (surtout dans les

vient même à la conclusion que la maîtrise de la langue nationale serait « pénalisante », donc diminuerait le revenu (KLEIN, Valorisation, note 59, p. 31). Pour une discussion exhaustive de notre désaccord avec cette conclusion et de la valeur économique de la langue luxembourgeoise voir : FEHLEN, BaleineBis (note 28), p. 144-155.

⁶¹ Classes inférieures (moins de 1800 Euros de revenu disponible ajusté par mois) ; Classes moyennes inférieures (entre 1800 et 2800) ; Classes moyennes supérieures (entre 2800 et 3900) ; Classes supérieures (plus de 3900). Enquête EU-SILC 2008 auprès d'un échantillon de 3 779 ménages regroupant 10 147 personnes, publiée dans : LANGERS Jean/ OSIER Guillaume/ SCHOCKMEL, Marco/ ZAHLEN, Paul, Rapport travail et cohésion sociale, Cahier économique 109 (2009).

⁶² LANGERS e.a., Rapport (note 61), p.21.

⁶³ Voir tableau 9 LANGERS e.a., Rapport (note 61), p23.

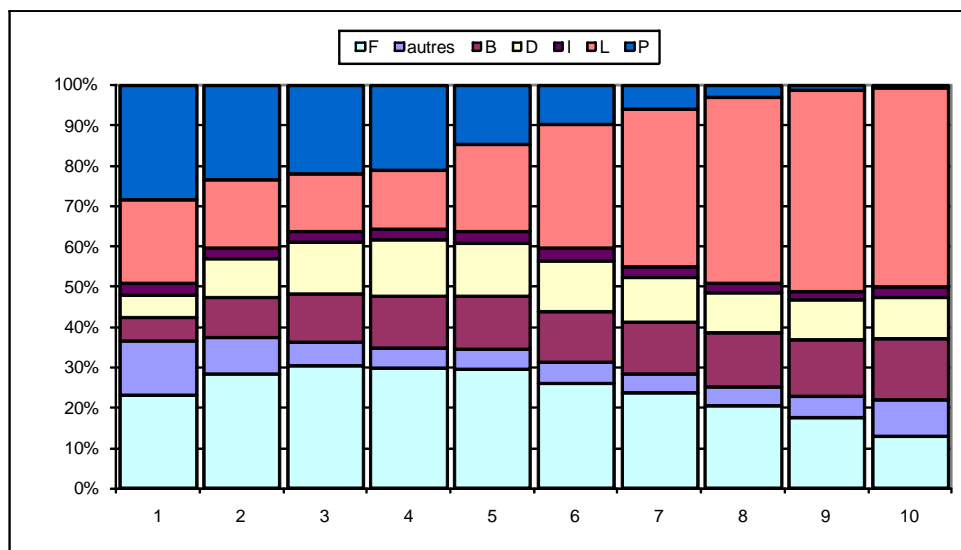
⁶⁴ Nous remercions les services du STATEC de nous avoir fourni ces résultats inédits issus de l'étude citée dans la note précédente.

⁶⁵ Contrairement à l'étude du STATEC elle ne prend pas en compte d'autres revenus et se limite aux seuls salariés affiliés à l'IGSS (ni les indépendants ni les inactifs, ni les fonctionnaires internationaux ne sont considérés). Elle inclut cependant les frontaliers et les calculs sont effectués sur les données exhaustives de l'IGSS pour le 31 mars 2008. Je remercie Isabelle Pigeron-Piroth qui m'a assisté dans l'analyse statistique.

7^e, 8^e et 9^e déciles) du secteur de l'intermédiation financière qui est le secteur rémunérant le mieux dans les déciles supérieurs.

Globalement « l'hypothèse du sandwich » ne se vérifie pas. Il faut cependant faire une restriction pour la catégorie des cadres hautement qualifiés du privé : parmi les 5% des salaires horaires les plus élevés des salariés travaillant en dehors du secteur public se trouvent 71.5% de salariés de nationalité étrangère, dont la moitié travaille dans le secteur de l'intermédiation financière.

Graphique 2 : Poids des nationalités dans les déciles de salaires en 2008



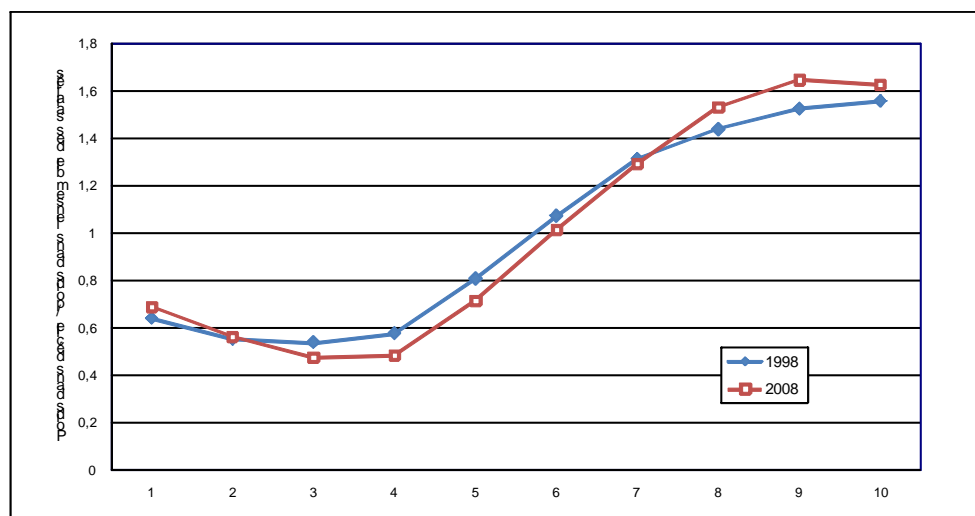
Source : Université du Luxembourg, d'après les données IGSS/CCSS.

Champ : salariés occupés au Luxembourg le 31 mars 2008 ayant un salaire horaire non-nul.

Note de lecture : en 2008, 49% des salariés percevant les 10% des salaires horaires les plus élevés (10^e décile) sont de nationalité luxembourgeoise.

Jetons un bref regard sur les autres nationalités : La distribution du salaire des Français suit le plus celle du modèle du sandwich : ils sont le mieux représentés au milieu dans les déciles 3, 4 et 5. Les Portugais perçoivent surtout des bas salaires et leur présence diminue rapidement dès le 4^e décile. La catégorie des « autres nationalités » est la plus nombreuse aux deux extrémités de l'échelle des salaires.

Graphique 3 : Présence des Luxembourgeois dans les déciles de salaires en 1998 et 2008



Source : Université du Luxembourg, d'après les données IGSS/CCSS.

Champ : salariés occupés au Luxembourg le 31 mars 1998 et le 31 mars 2008 ayant un salaire horaire non-nul.

Note de lecture : en 2008, les salariés de nationalité luxembourgeoise sont 1,6 fois plus nombreux parmi ceux percevant les 10% des salaires horaires les plus élevés (10^è décile) que parmi l'ensemble des salariés.

La part des Luxembourgeois parmi les salariés est passée entre 1998 et 2008 de 41% à 30%. Pour montrer leur évolution dans la distribution salariale, nous avons divisé leur proportion dans chaque décile par le taux global, obtenant ainsi une mesure de sur- ou sous-représentation. Le graphique 3 montre que la surreprésentation des salariés luxembourgeois parmi ceux qui gagnent le plus a encore augmenté par rapport à 1998.

Conclusion

Nous avons présenté le capital d'ancrage comme un élément fondamental structurant l'espace social et régulant l'accès à un secteur protégé de l'emploi. D'autres études seront nécessaires pour mieux comprendre la structure de l'espace social éclaté du Luxembourg, ses mécanismes de participation politique et ses enjeux de cohésion sociale. Les études empiriques, différentes et diverses, que nous avons mobilisées convergent toutes à confirmer de notre hypothèse centrale, énoncée au début: malgré l'affluence massive de nouveaux venus, les autochtones ont su, globalement, profiter de l'essor économique.

Ce texte est écrit à un moment où le cycle long de croissance, qui a débuté dans les années 1980, est menacé par la crise financière mondiale et où la fragilité d'un modèle de croissance basée sur le monnayage de niches de souveraineté et de compétence éclate au grand jour. Tandis que les conséquences pour l'économie ne sont pas encore prévisibles, une évolution très récente des statistiques de l'emploi semble indiquer que le capital d'ancrage constitue toujours un atout et que la main-d'œuvre frontalière est un facteur d'ajustement, une soupape de sécurité, pour l'économie du

Luxembourg. Alors que la croissance de la main-d'œuvre frontalière était depuis les années 1980 toujours sensiblement plus élevée que celle des résidents⁶⁶, cette tendance semble s'inverser. La courbe de l'emploi salarié montre un point d'inversion entre mai et juin 2009 à partir duquel la croissance de l'emploi frontalier est devenue plus faible que celle de l'emploi des résidents. Tandis que l'emploi des résidents semble se stabiliser, celui des frontaliers commence même à reculer⁶⁷. Les mois à venir diront si cette évolution se poursuivra.

⁶⁶ STATEC, L'économie Luxembourgeoise. Un Kaléidoscope 2008, Luxembourg 2009, p. 105.

⁶⁷ Données du 30 octobre 2009 issu de : IGSS, Tableau de bord Emploi, Luxembourg 4 février 2010.